

USAGE FUTUR DU SITE PROPOSE EN CAS D'ARRET DEFINITIF DE L'EXPLOITATION

La société **RENOVEMBAL** exploite dans la ZI du Bois Fleuri à LA CHEVROLIERE (44) un site de collecte et de rénovation d'emballages industriels usagés.

Les installations sont soumises à **autorisation** au titre de la législation des installations classées (rubriques 2716, 2718, 2790, 2791 et 2795). L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral du 27 février 2016.

L'établissement fait l'objet d'un projet d'extension et de modification des installations afin de moderniser certains équipements et améliorer les conditions de travail.

Ce projet est soumis à autorisation au titre des rubriques ICPE N°3510 (Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour) **et N°3550** (Stockage temporaire de déchets dangereux dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, ..., avec une capacité de plus de 50 tonnes) **et nécessite une autorisation environnementale.**

Une demande **d'Autorisation Environnementale** est en cours d'élaboration conformément aux dispositions de l'article L.181-1 du Code de l'Environnement.

"Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation" (Article R512-6 du Code de l'Environnement)

En cas de cessation d'activité, l'usage futur du site proposé par l'exploitant est un usage industriel ou tout du moins un usage économique compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de LA CHEVROLIERE.

Les conditions de remise en état du site respecteront les dispositions de l'article R.512-46-25 du Code de l'Environnement. Les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site dès l'arrêt de l'exploitation comporteront notamment :

1. mise en sécurité du site. Ces mesures de mises en sécurité comportent notamment :

- ⇒ **l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux** et des déchets présents sur le site.
- ⇒ **la vidange et le nettoyage des installations et rétentions.**
- ⇒ **l'interdiction d'accès au site.** La clôture mise en place et délimitant le site industriel permettra d'éviter l'accès de personnes étrangères.
- ⇒ **la suppression des risques d'incendie et d'explosion** via l'élimination des différents dépôts de matières combustibles et produits inflammables.
- ⇒ **la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.** Dans la mesure où les installations de production émettrices seront arrêtées, la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement ne s'impose pas.

2. Démantèlement des installations, ré-affectation des bâtiments

- ⇒ **Le démontage et l'évacuation des matériels de process et de traitement des rejets** soit pour leur élimination, soit pour la revente en tant que matériel d'occasion.
- ⇒ **Le nettoyage complet des réseaux** d'eaux usées et d'eaux pluviales, du séparateur à hydrocarbures ou encore du bassin d'orage.
- ⇒ **Le nettoyage complet des voiries** : balayage mécanisé et/ou lavage.

L'état du bâtiment et sa situation dans un secteur réservé à des activités économiques ne justifient pas d'envisager à terme sa destruction ni celle des voiries dans le cadre d'une remise en état.

En effet, en cas de cessation d'activité, cette construction pourrait, après démontage et évacuation du matériel de rénovation et valorisation des emballages, trouver une autre affectation industrielle du fait de sa localisation et de sa configuration.

3. Diagnostic sites et sols pollués

A l'issue de la période d'exploitation, l'exploitant réalisera un bilan factuel de l'état du milieu ou du site étudié, appelé " schéma conceptuel " dans lequel sont pris en compte :

- les sources de pollution,
- les différents milieux de transfert et leurs caractéristiques,
- les enjeux à protéger : populations riveraines, ressources naturelles à protéger.

Ce dossier comprendra également une campagne de prélèvements et analyses de sols ainsi qu'une mesure de la qualité des eaux souterraines. Dans le cas présent, les risques de pollution sont localisés dans les zones de réception des emballages en vrac, au niveau des lignes de lavage et de broyage ainsi qu'au niveau des zones de stockage de produits liquides (peintures, solvants et déchets) pour lesquelles des aménagements de prévention des pollutions adaptés ont été mis en place et seront améliorés dans le cadre du projet de réaménagement.

Le schéma conceptuel permettra de déterminer si l'état des milieux est compatible avec l'usage du site proposé.

Il sera établi en lien avec le plan actuel de gestion (traitement de la pollution des eaux souterraines).

Conclusion - Globalement, les risques d'atteinte chronique à l'environnement d'une telle activité ne peuvent être négligés compte tenu de la nature de l'activité et des produits mis en œuvre. Ils sont néanmoins réduits étant donné la conception des installations et les différentes dispositions prises pour le traitement des nuisances et la prévention des risques.

Fait à LA CHEVROLIERE, le 20 décembre 2021

M. Alexandre Banas

Gérant de la SCI Chimrenov

SCI CHIMRENOV
3, rue de la Pelissière
44118 LA CHEVROLIERE
522 695 113 RCS NANTES